Culture populaire, agence subalterne et pouvoir populaire : les élections présidentielles et parlementaires de 2007 et la démocratie en Sierra Leone

Ibrahim Abdoullah
Freetown, Sierra Leone

> Les hommes, semble-t-il, peuvent construire leur propre histoire, mais ils ne sauraient le faire tout à fait comme ils le souhaitent; ils ne peuvent pas le faire dans des conditions de leur choix mais en fonction des situations vécues directement, reçues et transmises du passé. La tradition de toutes les générations passées pèse comme d'un poids cauchemardesque sur l'esprit des vivants. - Karl Marx, *The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte*
>
> Après avoir été au pouvoir pendant plus d'une décennie au cours de laquelle – qu'importe ce qu'ils en disent – nous avons donné à ce pays un modèle de gouvernement, le parti n'a pas peur de passer à l'opposition parce qu'il est certain de donner dans ce cas aussi un exemple historique. Mais toute décision concernant l'avenir du parti doit tenir compte des résultats des élections ; et à moins que ces résultats ne disent le contraire, nous n'abandonnerons pas nos fonctions sous la pression de l'hystérie politique. – *Unity*, 20 mars 1967.

Selon une tradition orale assez superstitieuse, le Sierra Leone People's Party (SLPP) connaîtrait des désastres toutes les années se terminant par le chiffre *sept* : 1957, 1967, 1977, 1997 et maintenant 2007. C'est en 1957 que s'est produite la scission initiale qui devait conduire à la création du People's National Party (PNP), devenu plus tard le All People's Congress (APC) ; l'APC a battu le SLPP dans une élection serrée et même controversée d'après certains en 1967; le SLPP a perdu l'occasion de revenir au pouvoir en 1977 ; et en 1997, le SLPP a perdu le pouvoir, douze mois après être sorti du désert politique, à l'époque du système de parti unique. Est-ce une superstition ou une simple coïncidence ? La tradition orale à l'origine de ce mythe du « sept » récurrent est une croyance populaire chez ceux qui connaissent bien la politique en Sierra Leone. On pourrait même dire que cette croyance fait désormais partie du patrimoine national des mythes présidant à la création et à la rénovation des institutions.

Si vous croyez aux chiffres comme aux symboles silencieux et pas si silencieux que ça ou aux textes qui révèlent le côté caché des choses, alors le numéro du cellulaire du Président Ernest Bai Koroma, le 603067 doit vous intéresser ! On peut le lire de plusieurs façons. Mais compte de la superstition inhérente dans cette tradition orale, je propose une lecture qui donne un sens aux chiffres : 60-30-67. Les deux premiers chiffres du n° de Koroma, c'est-à-dire 60, correspond à la date de naissance du parti APC ; les deux chiffres suivants, le 30, évoque les trente années étranges séparant la manifestation « pas de collège, pas d'école » conduite par l'actuel Ministre du Tourisme et de la Culture, Hindolo Trye et les élections de 2007. Et les deux derniers chiffres du n° de téléphone de Koroma, le – 67 – traduit la centralité du « 67 » dans la constitution et la reconstitution du parti APC : premier parti d'opposition en Afrique ayant réussi à battre et remplacer un parti au pouvoir ! Ces chiffres en soi sont assez révélateurs même s'ils ne nous disent rien sur les qualités de chef de Koroma ou pourquoi le parti APC a fait ce qu'il a fait il y a quarante ans : battre et remplacer un parti au pouvoir par voie d'élections libres et transparentes ! Ils forment pourtant les pièces du puzzle dans l'histoire du changement, la pertinence de la mémoire historique dans la compréhension des élections en la Sierra Leone et en Afrique aujourd'hui et le pouvoir contemporain de la culture populaire.

Il y a deux ans, un membre fondateur du SLPP, parti au pouvoir, décédait loin là-bas en Amérique. La famille a donc décidé de ramener le corps du défunt pour l'enterrer au pays. Mais, il y a quelque chose de très étrange avec cette dépouille mortelle : la dépouille de ce membre fondateur, le cercueil et tout ce qu'il contenait était paré de vert, vert et vert, les couleurs du parti SLPP. L'évêque qui officiait, célèbre pour être quelqu'un qui disait rarement la vérité au pouvoir, était obligé de demander : Devons-nous enterrer le SLPP alors ?

Les deux candidats, Solomon Berewa le candidat du SLPP et Ernest Koroma, celui du parti APC ont travaillé très dur sous le poids du passé. Berewa s'est battu avec une certaine élégance pour éviter la répétition du scenario de 1967; Koroma lui a lutté avec hargne, afin de reproduire ce moment glorieux dans l'histoire du parti APC : battre le pouvoir en place dans une Afrique post coloniale. Berewa a fait l'histoire : il est le premier candidat présidentiel à visiter les coins et recoins de Sierra Leone ; Koroma a méthodiquement planifié sa stratégie de campagne, en renforçant la base du Congrès dans les régions où il était traditionnellement dominé. Alors que Berewa prévoyait naïvement une « victoire massive » qui ne correspondait pas du tout à l'humeur populaire ; Koroma a prédit avec réserve et pragmatisme une lutte serrée mais qui sera finalement remportée par le Congrès. Sur quoi ces prévisions sont-elles basées ? Quelle(s) étaient la ou les probabilités(s) historiques d'avoir un scénario identique à celui de 1967 ? Comment/Pourquoi le parti APC a-t-il pu faire mieux qu'eux en 1967 alors qu'il était visiblement dans une position plus faible après les élections de 2002 qu'il ne l'était après celles de 1962 ?

Le nouvel APC a dû attendre six ans avant de gagner une élection ; l'ancien APC, quant à lui, a dû attendre sept ans pour accéder au pouvoir. L'ancien APC a existé et fonctionné dans le contexte de la Guerre froide qui a engendré des dictatures de parti unique et l'extrême centralisation de la politique ; et le parti a reproduit toutes les embûches de cette époque. Mais, le

contexte est complètement différent aujourd'hui. Et le nouvel APC a démontré sa « nouveauté », en remportant une élection libre et transparente. Va-t-il reproduire ou adhérer au dogme actuel du marché, en acceptant le néolibéralisme sans le critiquer et des débats vains sur la démocratie et le développement au milieu d'une pauvreté généralisée et d'une mondialisation contagieuse ? Voilà l'énorme défi confrontant la Direction du parti APC. Le succès ou l'échec du parti dépendra de la manière dont il relèvera ce défi.

Le dénouement des élections de 2007 porte toutes les marques des élections générales de 1967 : un parti d'opposition bien établi dans la capitale ; la corruption à grande échelle des hommes politiques et des fonctionnaires à tous les échelons ; des divisions malsaines au sein du parti au pouvoir ; et une population qui piaffe d'impatience pour un changement radical. Mais c'était très différent de 1967 : la conscientisation accrue des masses populaires (analphabètes ?) ; l'atmosphère de vigilance et de passion contagieuse de la pratique politique (citoyenneté active ?) ; et l'émergence et la prééminence de la culture de la jeunesse contestataire qui passe du mondial au local et inversement pour interpréter l'expérience quotidienne. En d'autres termes, la politique en Sierra Leone aujourd'hui est tournée essentiellement vers la culture de la jeunesse au sens large: les festivités, les rassemblements de masse, oui le carnaval et le costume de campagne ne sont que des mises en scène/des représentations inspirées de la culture de la jeunesse contestataire. C'est vers cette culture hégémonique que nous devons nous tourner si nous voulons percer le mystère des élections de 2007 !

Si le rôle d'opposant de l'APC dans le parlement postérieur à 2002 a été relativement calme ou effacé comme certains l'en ont accusé, ce n'était pas parce Koroma était un dirigeant incompétent. Cette volonté manifeste de pacifier et de stabiliser le pays après une guerre civile brutale – un faux argument avancé par le parti SLPP – a été lue et comprise d'une manière non démocratique : la politique d'opposition n'a été d'aucune utilité et devrait être décontenancée. De ce point de vue, tout ce que dit ou fait l'opposition formelle au parlement n'a aucune espèce d'importance. Dans la période transitoire, le SLPP s'est apparemment renforcé, en invitant et en attirant des opportunistes de tous bords au nom de la reconstruction nationale après la guerre. Servir la nation était le langage employé par ce groupe disparate de médiocrités arrogantes et de fraudeurs intellectuels. Et ils étaient tellement occupés à reconstruire la nation qu'ils n'ont pas su comprendre le sens de la victoire du parti APC aux élections locales de 2004, à Freetown, en soutenant sans aucun sens de l'histoire que la majorité des sierra-léonais était derrière eux, tout simplement parce qu'ils contrôlaient les conseils municipaux locaux à l'intérieur du pays.

Cette arrogance du pouvoir ou mieux le pouvoir arrogant s'est avéré fatal : le SLPP a commencé à vouer un culte aux chiffres et encore des chiffres, en ignorant la voix du peuple : la voix des citoyens en colère ! Et cette voix du peuple, qui s'exprime en propos incendiaires et en lutte militante, a été portée dans tous les coins et recoins du pays sous forme de musiques populaires. La voix des ondes ou celle des radiocassettes sont les sites respectifs, le tribunal populaire pour ainsi dire où l'élite au pouvoir sont arrêtés, condamnés et mis au pilori. Et la condamnation était une affaire de tous les jours inspirée par une nouvelle identité de la jeunesse : vibrante, contestataire et anti-hégémonique. Le registre discursif de ces propos incendiaires est ancré dans l'existence quotidienne/la vie de tous les jours : une condamnation populiste du *De System*. Des propos recherchant non seulement la confrontation - confrontant le pouvoir avec la vérité des faits dans le sens classique et existentiel – mais portent aussi sur la citoyenneté sociale et le droit des gens ordinaires.

La campagne pour le changement menée avant les élections de 2007 a été inaugurée et conduite par une opposition informelle : les artistes musiciens. Les paroles subversives et agressives inauguraient un dialogue national – il n'y a pas de dialogue intellectuel et national dans la Sierra-Leone contemporaine – sur le changement positif et une nouvelle signification de la citoyenneté qu'il est difficile d'ignorer ou de bouleverser. La culture de la jeunesse contestataire vibrait sur le mode de la réinterprétation de la citoyenneté sociale et active, un phénomène sans précédent dans l'histoire de la Sierra Leone. Mais le SLPP a mal lu ce langage de protestation en raison, en partie, de son arrogance ; il s'est moqué de la lutte des artistes et rejeté leurs revendications pour la pleine citoyenneté. Le parti APC et l'opposition ont su capter le message, ajuster leur stratégie et lancé un dialogue national sur la nécessité du changement. Le premier était dans la négation et l'exclusion tandis que le second était sympathique et inclusif.

La plaisanterie populaire née de cette situation – 'nar yu Papa get yah'[1] – concerne vraiment la citoyenneté ; le droit d'appartenir à un endroit précis. C'était à la fois une question politique fondamentale mais aussi une manifestation revendicative du droit des citoyens d'exiger des réponses aux interrogations sur la direction et la nature de l'Etat-Nation. Lorsque les musiciens ont lancé l'appel en faveur d'un préavis « d'éviction », le SLPP leur a rappelé non sans une certaine arrogance qu'en droit, le locataire n'a nullement le droit d'évincer son propriétaire. Les assoiffés de pouvoir dans les apparatchiks du SLPP et leurs disciples issus de la populace ne voulaient pas accepter le principe libéral fondamental qui consiste à reconnaître que c'est le gouvernement qui est locataire et que ce sont les gouvernés qui sont propriétaires. Le préavis était donc le dernier recours dans l'arsenal dont dispose le vrai propriétaire pour récupérer le bien public. C'est là le verdict de 2007. Dans le contexte d'un changement sensible de la démographie - 67 pour cent de l'électorat sont âgés de 15 à 37 ans –, et dans cette tranche, les jeunes sont les principaux producteurs et consommateurs de la culture populaire ; ignorer leur voix collective c'est se mettre en situation périlleuse.

C'est l'obsession des chiffres du parti SLPP – la politique ce sont des chiffres avaient protesté ses sympathisants en colère – qui a fini par tuer le *Bombah*[2]. Quand le SLPP a peint la ville en vert lors de leur dernier rassemblement à Freetown, il était clair que les masses allaient passer la journée sur le terrain : à célébrer et à dîner avec les puissants juste parce qu'ils voulaient qu'ils votent pour eux ! Consumés par une arrogance ignorante, ils n'ont pas su détecter que les masses avaient mis au point une stratégie multiple pour vaincre leur hégémonie. Plus de 50pour cent de ceux qui se sont rendus en masse au rassemblement du SLPP, habillés de T-shirts verts, ont voté pour l'opposition. Ils ont été payés pour le faire (les observateurs de l'UE l'ont précisé dans leur rapport) ; mais ils ont rétorqué avec une pointe de défiance que c'était « leur argent » !

Incapables d'affronter face à face leurs oppresseurs, les sous-fifres ont, d'un point de vue historique, toujours su cacher par d'autres moyens leurs sentiments les plus profonds à leurs tortionnaires. Harcelés et réduits à l'état de victimes, ils ont eu recours à ce qu'ils ont qualifié avec ingéniosité de « politique de la pastèque » : le vert (couleur du parti SLPP) à l'extérieur ; le rouge (couleur du parti APC) à l'intérieur. Ce subterfuge, ce changement de code a occupé une place centrale dans leur stratégie politique commune. Et le jour du scrutin, ils ont poursuivi leur politique ambigüe d'entente secrète, en enjoignant à leur compatriotes de voter en faveur de Celltel (devenu Zain) – l'opérateur mobile qui a le réseau le plus étendu de Sierra Leone – en leur rappelant que Datatel, un opérateur mobile qui a fait faillite et utilisé comme nom de code pour désigner le parti SLPP, avait cessé toute activité.

Ainsi, quand Berewa a déclaré à la BBC trois jours avant les élections qu'il « gagnerait et gagnerait très nettement », les gens ont souri, se sont précipités vers leurs planques juste pour s'assurer que leurs cartes d'électeurs étaient bien en lieu sûr. Leur nouvelle arme, le bulletin de vote, a été utilisée massivement contre le *bombah*! Ce sont les chiffres qui ont finalement tué le *bombah*!

Pour la classe politique, ce fut un signal d'alarme qui délivrait un message clair : c'est le peuple qui, en dernier ressort, jugera de votre performance et non les médiats contrôlés par l'Etat ou des fonctionnaires ultra zélés. La leçon de 2007 est claire pour tous : tout gouvernement qui ne serait pas à la hauteur des aspirations populaires sera chassé du pouvoir par la voie des urnes. Des allégations selon lesquelles le parti SLPP aurait tenu ses promesses électorales ont reçu un démenti retentissant. Le fait de déclarer un taux de croissance à 7 pour cent - qui serait le plus élevé en Afrique de l'Ouest - ne s'est pas traduit par des logements abordables, des salaires décents, des bonnes routes, des adductions d'eau, une éducation de qualité et un avenir garanti pour leurs enfants. Qui mieux que le peuple à qui le SLPP a déclaré avoir tenu ses promesses, pouvait apprécier ces allégations ? Soixante pourcent de ceux qui ont voté ont démenti cette affirmation peu importait si c'était un bon ou un mauvais choix. Cela marquait sans doute le commencement de la fin du genre de politique qui a fait des ravages en Afrique post coloniale.

Ainsi, 2007 consacre le rejet des politiques du Président Kabbah et le rejet du dogme néolibéral qui menace de noyer le plus pauvre d'entre les pauvres. Cela devrait servir de bonne leçon à la classe politique caméléon : tenez vos promesses ou vous serez éjecté du pouvoir par les urnes.

Notes

1. Est-ce pour ton père ? Est-ce le bien de ton père ? C'est le refrain populaire qui était sur toutes les lèvres la veille des élections qui ont remis en question la volonté du parti SLPP au pouvoir de s'accrocher au pouvoir à tout prix.
2. Le candidat présidentiel du SLPP était appelé le Solo le *Bombah* parce qu'il posséderait et contrôlerait d'énormes ressources.